



**PREFET DES BOUCHES-DU-RHONE**

Sous-préfecture d'ISTRES  
Mission départementale vie associative  
Avenue des Bolles  
CS 60004  
13808 ISTRES Cédex  
04.42.86.57.69

Le numéro W133013046  
est à rappeler dans toute  
correspondance

**Récépissé de Déclaration de MODIFICATION  
de l'association n° W133013046**

Ancienne référence  
de l'association :  
0133008732

Vu la loi du 1er Juillet 1901 relative au contrat d'association ;  
Vu le décret du 16 Août 1901 portant règlement d'administration publique pour l'exécution de la loi précitée ;

**Monsieur Le Sous-Préfet**

donne récépissé à **Monsieur le Président**  
d'une déclaration en date du : **09 juillet 2020**  
faisant connaître le(s) changement(s) suivant(s) :

**DIRIGEANTS, OBJET, SIEGE, STATUTS, TITRE**

dans l'association dont le nouveau titre est :

**ASSOCIATION POUR LE DEVELOPPEMENT DES RECHERCHES BIOLOGIQUES ET MEDICALES (ADEREM)**

dont le nouveau siège social est situé : Villa Gaby  
285 corniche Kennedy  
13007 Marseille

Décision(s) prise(s) le(s) : **18 juin 2020**

Pièces fournies : liste des dirigeants  
Procès-verbal  
Statuts

Istres, le 10 juillet 2020

**Pour le Sous-Préfet d'ISTRES  
et par délégation  
La chef de Bureau**

  
**Emilie BOUDAILLE**

Loi du 1 juillet 1901, article 5 - et 5,6 et 7 - Décret du 16 août 1901, article 3 :

Les associations sont tenues de faire connaître, dans les trois mois, tous les changements survenus dans leur administration ou leur direction, ainsi que toutes les modifications apportées à leurs statuts. Ces modifications et changements ne sont opposables aux tiers qu'à partir du jour où ils auront été déclarés.

Loi du 1 juillet 1901, article 8 - et 1 :

Seront punis d'une amende de 1500 € en première infraction, et, en cas de récidive, ceux qui auront contrevenu aux dispositions de l'article 6.

**NOTA :**

L'insertion au Journal Officiel des modifications portant sur le titre, l'objet, le siège social d'une association est facultative. Elle ne peut être exigée des tiers car le récépissé délivré par les services préfectoraux fait foi dans tous les cas.

La loi 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, s'applique à la déclaration relative à votre association dont les destinataires sont les services préfectoraux et les services de l'Etat concernés. L'article 40 de cette loi vous garantit un droit d'accès et de rectification. Celui-ci peut s'exercer auprès du préfet ou du sous-préfet de l'arrondissement du siège de votre association, pour les données à caractère personnel concernant les personnes physiques déclarées comme étant chargées de sa direction ou de son administration.